

LGV Sud-Est. Associations, élus et riverains ont manifesté hier contre le tracé du TGV entre Aix-en-Provence et Nice. Une délégation a été reçue dans les bureaux de la préfecture.

Pas d'« alternative » pour les viticulteurs

« On n'est pas des voyous, laissez-nous passer », ont scandé hier matin les manifestants non loin de la préfecture, où une vingtaine de CRS avaient dressé un barrage.

Ce sont plusieurs centaines de personnes dont élus et viticulteurs qui ont exprimé leur inquiétude concernant le nouveau tracé du projet de la ligne à grande vitesse (LGV), passant dans l'arrière-pays provençal.

Arborant des pancartes sur lesquelles on pouvait lire : « *Touche pas à mon vin* » ou encore « *Cézanne, réveille-toi, ils sont devenus fous* », les protestataires, venus des environs d'Aix-en-Provence et de communes du Var, ont défilé de la Canebière jusqu'à la préfecture où une délégation a finalement été reçue pour remettre la pétition engagée par le collectif « Non au TGV Sainte-Victoire ».

Deux possibilités de tracé relient les flots boueux du débat public. La LGV qui doit mettre Nice à 4 heures de Paris devait à l'origine passer par Marseille ou Toulon.

Mais, en juin dernier, les propos du préfet Michel Sappin évoquant sa préférence pour le passage de la ligne par la gare de l'Arbois, suscite de vives réactions.

La « LGV des métropoles du Sud », qui passe par Marseille et Toulon, était soutenue dès le départ par les maires des deux villes et aurait dû coûter près de 7 millions d'euros, selon le préfet. Quant à la « LGV des solutions alternatives », qui passe par la gare de l'Arbois et suit l'autoroute A8, elle ne coûterait « que » 5,3 millions d'euros.

L'expropriation des terres

Le récent revirement du maire de Marseille en faveur du passage par l'Arbois soulève une tempête

lorsqu'il s'agit de l'économie locale. « 2 000 emplois et 40 millions de chiffre d'affaires sont en jeu », explique Olivier Sumeire, vice-président de l'association des vignerons. Le passage de la LGV dans les communes de la vallée Sainte-

Victoire « fera disparaître les exploitations », commente Anaïs Florent, fille d'agriculteur à Pourcieux. « L'autoroute nous avait déjà expropriés et le TGV confisquera encore 30% de nos champs. »

Selon la préfecture, qui a reçu la délégation d'élus et les responsables associatifs vignerons, aucun tracé n'a été choisi pour le moment.

Réseau ferré de France (RFF) devait présenter 14 variantes possibles pour les deux tracés. Le ministre des Transports devrait

trancher dans le courant du 2^e semestre 2008.

En attendant les délibérations, le collectif « Non au TGV », qui revendique par ailleurs « la concertation » face aux verrous de la préfecture, veut mettre les bouchées doubles lors de la prochaine mobilisation, véritable « vendange de la colère ».

EMMANUELLE BARRET

▲ La manifestation du 28 septembre se tiendra en gare de péage de la Barque avec une centaine de tracteurs.



Venus des environs d'Aix-en-Provence et de communes du Var, les manifestants ont défilé de la Canebière jusqu'à la préfecture où une délégation a finalement été reçue.

A savoir

10 000

signatures figuraient sur la pétition contre la LGV Sainte-Victoire qui devrait longer l'autoroute A8 en passant par les communes de Trets, Peynier, Rousset, Puylobier, Châteauneuf-le-Rouge, Fuveau, Pourrières et Pourcieux. Elle a été remise hier en préfecture.

Les élus indignés

Face au barrage CRS mis en place devant la préfecture hier matin lors de la mobilisation, l'exaspération dominait, surtout du côté des élus des différentes communes, venus avec leur écharpe pour une concertation dans les bureaux du directeur de cabinet. Indignés que « le préfet ne reçoive pas les maires », les manifestants dénoncent « la démocratie totalitaire » et poursuivent à maintes reprises : « Ils n'ont pas de culotte ! ». Ils seront reçus plus tard, non sans colère pour avoir affirmé face au préfet : « Nous ne sommes plus au XIVe siècle et préférons la concertation à la brutalité. »

Une desserte pour désenclaver

■ Le débat public sur la future ligne qui doit relier Nice et Paris en moins de 4 heures fait aussi des vagues du côté des cheminots. La préférence, récemment exprimée en juin par le préfet Michel Sappin pour le 2e tracé de la LGV passant en gare de l'Arbois, suscite tout autant l'interrogation. Pour le secrétaire régional de la CGT Provence-Alpes-Côte d'Azur pour la SNCF, Daniel Turlan, le passage en gare de l'Arbois doit s'accompagner « d'une desserte en direction de Marseille et de l'aéroport ». Mais le revirement formulé en juin par le maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin avait évincé le tracé dit « des métropoles ». Si l'Arbois n'est pas « relié au réseau classique », la région ne sera pas « désenclavée », commente le secrétaire régional CGT. L'aménagement ferroviaire du territoire, jugé « indispensable au dé-

veloppement économique de la région », doit faire les frais d'une nouvelle desserte pour « attirer les entreprises ». L'option du passage en gare de l'Arbois, moins chère pour la collectivité, ne peut pas non plus « réduire Marseille à son port et à ses touristes ». « Le transport est structurant pour le développement, l'industrie et l'essor économique de la région Paca », explique Daniel Turlan, qui estime, par ailleurs, qu'il est nécessaire de limiter la casse en terme d'emploi quant au choix du futur tracé. Celui-ci restant à affiner dans les cinq ans à venir afin que les travaux soient engagés d'ici à 2020. Au secrétaire syndical de conclure : « Le lobbying a autant de force que la réalité des besoins et c'est en fonction de lui que le tracé s'affirmera. » E.B